

Observatoire des Villes LFI - La conférence de presse

49 min · Les Républicains

Parce qu'on est à un point de bascule. Désormais, des villes, qui ne sont pas des petites villes, en France sont gouvernées par des maires, par des équipes municipales et des villes. Et ça, ça change beaucoup, beaucoup, beaucoup de choses. Souvenez-vous, c'était avant le premier tour, j'avais dénoncé d'ailleurs, des accords de la honte, avec une carte dernière mois qui contenait, sur lesquelles vous aviez 112 points rouges. C'était déjà les accords d'avant le premier tour, entre un des partis de gauche et les filles. Et j'avais prédit d'ailleurs, contrairement aux objurgations du Parti Socialiste et de son premier secrétaire, que entre les deux tours, il y aurait de nombreux accords de la honte. C'est ce qui s'est passé. Ça n'aura pas porté chance parce que, dans la très grande majorité des cas à Toulouse et ailleurs, ils ont été défaits, ils ont perdu. Mais le Parti Socialiste s'est déshonoré. Ils ont fait ce qu'ils appellent des accords techniques, des fusions techniques. C'était bien les accords de la honte. Après avoir dénoncé les dérives de LFI, ils s'y sont ralliés. Ils ont eu le déshonneur et la défaite électorale. Aujourd'hui, deux grandes raisons nous poussent à créer cet observatoire. La première, ce sont les déclarations, les mots de ces élus. Vous vous souvenez, il y a quelques jours, les mots de celui qui est devenu le maire de Saint-Denis, voulant faire le tri politique dans ses équipes d'adjoints, plutôt d'agents, de fonctionnaires territoriaux. C'est contraire à la loi. Les mots, les déclarations, mais aussi les faits, les violences auxquelles on a pu assister, qui visaient d'ailleurs parfois des ex-mères socialistes, quand je parlais des accords de la honte. C'est à Creil, c'est à Courneuve, c'est au Blanc-Mélite, etc. Ex-mères socialistes, ex-mères LR, mais des violences qui sont intolérables. Comme si pour ces gens-là, la victoire électorale ne suffisait pas. Comme s'il fallait ajouter, en plus de la victoire électorale, une sorte de victoire symbolique, de mort sociale, de mort symbolique, qu'on inflige aux équipes qui ont perdu. Avec une violence que les images exprimaient avec une très grande force. Ça, c'est intolérable. Et ça constitue un danger pour la France, un danger pour la République française. Et un danger pour notre démocratie. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de créer cet observatoire, Christelle, dans quelques instants vous en parlera. Simplement, ce que je veux dire avec force, ce que je veux redire, ce que je dirai sans cesse, c'est que ce ne sont pas des dérives, ce ne sont pas des dérapages, il n'y a aucun hasard, il y a une logique. Il y a en réalité une réflexion, une théorie mûrement réfléchie par Jean-Luc Mélenchon. Déclinée, méticuleusement appliquée partout en France. Et évidemment, quand ces gens-là prennent le pouvoir, c'est aussi un dévoilement de leur pratique. C'est ce qu'on a vu et c'est ce qu'on verra l'avenir. On ne peut pas les laisser faire. Il est hors de question de céder quoi que ce soit. D'où finalement cet observatoire. Mais en réalité, quand je dis qu'il n'y a pas de hasard, que ce n'est pas des dérapages ni des dérives, c'est que ça obéit à une ligne idéologique, avec sa logique, avec ses briques. Le premier soubassement, c'est la violence. Quand M. Mélenchon assume de vouloir tout conflictualiser, tout brutaliser. Ce sont deux termes qui, dans la langue française, mais pas seulement dans la sémantique, dans les faits, renvoient à la violence. La violence comme un moyen, comme un autre. Alors que précisément, la démocratie, c'est en cela que je dis que c'est une menace aussi pour la démocratie. La démocratie, elle a été inventée pour exclure du champ politique la violence. Pour faire en sorte que les contradictions, pour faire en sorte que les antagonismes entre les uns et les autres, qui ne partagent pas les mêmes opinions, ce qui est parfaitement normal dans la vie. On a des tempéraments différents. On a des convictions différentes. Mais la démocratie, dans le champ politique, essaie de régler ces différents, ces antagonismes dans le calme, avec des règles, le suffrage universel. C'est la démocratie. Et ces gens-là, avec une

pratique insurrectionnelle, veulent recourir précisément à la violence. On l'a vu d'ailleurs, comment cette violence s'exprime avec les insultes à l'Assemblée nationale, à la grande surprise des Français. On l'a vu récemment encore d'ailleurs. Cet après-midi, le Conseil d'État devra se prononcer sur la décision que j'avais initiée quand j'étais ministre de l'Intérieur de dissoudre la jeune gare. Et les filles de la jeune gare ont contesté cette dissolution. On verra ce que dit le Conseil d'État. Hier, Mme Rima Assam a été gardée à vue et elle est poursuivie pour apologie du terrorisme. Elle sera jugée début juillet. Et on a trouvé d'ailleurs, dans ses effets, des stupéfiants. Tout ça n'est pas anodin. M. Raphaël Arnaud a repris place à l'Assemblée nationale. C'est un scandale. C'est un déshonneur pour l'Assemblée nationale. Il n'a plus sa place à l'Assemblée nationale. La jeune gare dissoute, et pour dissoudre, un mouvement, une association ou un groupement de faits, en France, croyez-moi, il faut avoir un dossier documenté. C'est pour des faits de violence. Lui-même a été condamné par des faits de violence. Lui-même a été fiché S. La jeune gare est impliquée dans la mort d'un homme à Lyon. Mais que M. Mélenchon continue à soutenir. Je me souviens très bien lorsque j'étais ministre de l'Intérieur, lorsque nous avons au Conseil des ministres adopté la décision de la dissolution. Il a vu ces mots pour féliciter la jeune gare en disant bravo, continuez. C'était ses propos. Et cette milice est mise en cause dans la mort d'un jeune homme. Donc la violence assumée, la violence justifiée, la violence soutenue. Ça, c'est une des briques essentielles pour comprendre la stratégie de la France insoumise. Et il n'est pas question que ces techniques, que ces méthodes puissent infuser au niveau municipal. C'est aussi une des raisons de la création de l'observatoire. L'autre brique, j'en parlais en bien pour ce qui concerne la politique suivie par Christian Niasmi ici et par tant d'autres maires. C'est dans le cas de l'AFI, la communautarisation. Ça, autant la violence, c'est l'inverse de la démocratie qui cherche à canaliser la violence, qui cherche à canaliser les antagonismes entre les êtres humains dans l'espace public. Mais autant le communautarisme, c'est l'inverse du modèle républicain. Parce qu'on est français certainement pas en fonction de nos origines, certainement pas en fonction de la couleur de notre peau, certainement pas en fonction de notre religion ou de notre non religion ou de notre condition sociale. C'est pas ça, là, la publique. Le communautarisme, c'est l'inverse. Et la France insoumise, M. Mélenchon, a théorisé cette méthode. Le communautarisme. Il faut draguer le vote musulman. On essentialise nos compatriotes musulmans simplement pour essayer de les retourner et pour faire en sorte qu'ils puissent, dans les urnes, voter pour nous. C'est ça le communautarisme. C'est aussi le racisme, comme M. Mélenchon dit, tout blanc tout moche. Racisme anti-blanc ordinaire. Le racisme, c'est appréhender les choses à travers la couleur de la peau. Mais on s'en fiche. C'est pas la France. C'est pas la République. On n'en a rien à faire. Et c'est malheureusement aussi le soutien à l'antisémitisme. Quand M. Mélenchon, à Lyon ou à Toulouse, fait des jeux de mots en prononçant des noms juifs, en insistant justement sur la sonorité de ces mots-là, c'est inacceptable. C'est ce que M. Jean-Marie Le Pen a fait en 1989, en épluchant des noms de journalistes qui pouvaient avoir une consonance d'origine qu'une. Quand en France on en soit arrivé là, je m'étonne d'une forme de complaisance. Ça fait un peu de bruit, mais parce que c'est à l'extrême gauche, pas vraiment. Pas trop. et puis la troisième brique bien sûr c'est la forme de terrorisme intellectuel, ça c'est les racines stalinienne où il faut disqualifier l'adversaire Jean-Luc Boudin que s'est vu attribuer le qualificatif de fasciste, extraordinaire un truc j'y avais pas pensé c'est le terrorisme intellectuel, on fascise tout ce qui n'est pas soi, on fascise tout ce qui n'est pas gauche donc il est hors de question il est hors de question de laisser les choses aller à leur nature parce qu'on est prévenu parce qu'il y a cette stratégie et cette stratégie qui est déployée au niveau national elle va se déployer dans les communes les communes c'est les petites républiques, c'est la république du quotidien, on ne laissera pas faire c'est la raison pour laquelle on crée cet observatoire et face à une forme de complaisance je suis donc bénéficiaire de l'extrême gauche depuis des années et des années nous voulons justement alerter et nous voulons être vigilants nous allons mettre LFI dans les communes que LFI a conquise justement sous surveillance L'observatoire alors Christel, j'ai lui passé la parole,

va vous en parler très très concrètement La mission de l'observatoire va être très très claire, il s'agira de documenter très précisément avec beaucoup de professionnalisme avec beaucoup de rigueur Tout ce qui peut se passer dans les mairies conquises par LFI à travers des délibérations à travers des actes administratifs à travers des déclarations à travers des pratiques à travers des métaux donc d'abord documenté ensuite cet observatoire ce sera un outil d'alerte un outil d'alerte au service de nos concitoyens de tous ceux et celles qui voudront avoir accès à ces informations et aux comportements des LFI quand ils exercent le pouvoir municipal ce sera aussi un levier d'action et nous voulons nous armer les équipes d'opposition les acteurs locaux qui soient associatifs ou autres leur donner des ressources concrètes des ressources notamment juridiques des appuis juridiques et des outils pour comprendre le comportement une fois pas de hasard il faut interpréter chaque déclaration chaque méthode et la relier lui donner un sens justement dans la stratégie de LFI Cette vigie cet observatoire va reposer sur un réseau d'élus je remercie d'ailleurs les maires qui sont ici ou les conseillers municipaux et ne pas disposer de moyens qui sera dédié il sera animé par une équipe de bénévoles placé sous la responsabilité de Cristel et avant du passé la parole ce que je veux dire c'est que la France communale c'est la France que l'on est de tous les élus lorsque et invariablement avant le congrès des maires en mois de novembre de la mf chaque année il y a des batteries de sondage vous les avez lus et chaque année l' élu qui a le plus de confiance de nous compatriotes de nos concitoyens alors même que la France traverse une crise démocratique c'est toujours le maire parce que le maire c'est l' élu de proximité il est à Porte d'Anguilac parce que la commune c'est la démocratie du circuit court c'est la démocratie du circuit court parce qu'il ya un minimum de distance entre l' élu et ses administrés la démocratie de la proximité c'est la république du quotidien avec sur chaque fronton des mairies notre belle devise républicaine liberté égalité fraternité fraternité ce mot que Et ce mot qui permet justement de réconcilier les deux premiers mots qui pourraient s'opposer entre la liberté et l'égalité et c'est les petites patries charnelles dans lesquelles nos concitoyens d'où qu'ils viennent, quelles que soient leurs origines peuvent se retrouver dans le même lieu tisser des liens associatifs des liens humains parce qu'on a besoin de ces liens nous être humains pour mieux et c'est la raison pour laquelle il n'est pas question de laisser aux fofureurs de LFI un comportement qui sont justement des comportements anti républicains anti démocratiques la nouvelle France de monsieur Mélenchon ça n'est pas notre France nous ne pensons pas en termes de grands remplacements la France que nous aimons c'est la France communale c'est une France concrète cette France charnelle pour laquelle se dévouent des élus qui sont de belles figures républicaines démocratiques de la générosité quand on est élu aujourd'hui ça veut dire qu'on s'engage c'est pas chacun pour soi c'est le don de soi et je pense que cet observatoire c'est aussi un hommage à tous ces élus qui veulent faire régner la paix dans la démocratie qui veulent porter cet idéal républicain que nous aimons qui nous a fait et qui nous définit qui nous définit dans notre être collectif merci en tout cas à Christelle d'avoir accepté cette responsabilité je lui fais confiance parce que je sais qu'elle s'en acquittera avec l'énergie d'enthousiasme que je lui connais

Christelle : Merci beaucoup merci à toi Bruno merci de ta présence ici je tiens à dire que je suis très honorée de te recevoir ici à Villeneuve Saint -Georges c'est un marqueur fort parce que peut-être que surtout on ne serait pas là aujourd'hui C'est vrai que c'est grâce à toi qu'on a pu mettre des politiques publiques en matière de sécurité qui satisfont toutes les familles Villeneuvoises indépendamment et comme tu l'as très bien dit de leurs origines de leurs couleurs et d'où qu'elles viennent c'est le premier des droits en matière de sécurité et on a réussi à le rétablir au quotidien en tout cas ça en prend une très bonne forme merci beaucoup merci à toi David toi chère Didier toi Marie -Carol notre sénatrice maire de Villeneuve -le -Roi maire de Sucy -André Marie -Carol, la sénatrice du Val -de -Marne merci de votre présence et mes élus qui sont présents dans la salle merci à tous alors je te remercie vraiment de la mission que tu me confies sur cet observatoire je n'ai pas l'habitude de reculer quand tu m'as appelé tu m'as proposé j'ai accepté la mission évidemment

parce que retour effectivement j 'ai une grande confiance et je sais que tu as toujours des idées qui sont au service de la population et qui sont celles qui vont dans le bon sens je parlais de sécurité tout à l 'heure mais là je crois que l 'enjeu il est très important sur la mission qui est portée par cet observatoire c 'est une mission qui a une visée de protection pour ne pas abandonner nos familles parce qu 'on l 'a vu la France Insoumise quand elle fait campagne et quand elle a fait campagne chez moi aussi c 'est pour des villes insoumises mais qu 'est ce que ça veut dire des villes insoumises quand on est élu local quand on porte un projet pour les familles on parle d 'abord des préoccupations des familles on s 'intéresse à leur quotidien et on essaie de porter un projet qui leur permet d 'améliorer leur qualité de vie et d 'assurer un service public équitable pour tous quel que soit leur niveau social particulièrement j 'en parle la plus forte raison que un tiers de ma population est particulièrement fragile donc c 'est ça des règles politiques sociales si c 'est ça un temps soit peu qu 'ils prétendent faire pour autant c 'est pas ce qu 'ils promettent à la France Insoumise ce qu 'ils promettent ce sont des villes insoumises ce sont de réaliser des laboratoires d 'idées et qu 'est ce à dire ? à dire qu 'aujourd 'hui près de un million d 'habitants sont des cobayes dans les villes qui ont été conquises par la France Insoumise on a presque 500 000 habitants qui vivent et bien qui seront gérés demain et pendant 6 ou 7 ans par des maires qui vont appliquer une politique purement idéologique et moi je me crains qu 'une politique qui ne sera pas au service du quotidien alors c 'est pour ça que la mission de cet observatoire elle est particulièrement importante parce qu 'elle aura pour mission de documenter d 'accompagner les élus locaux les citoyens avec l 'aide des élus avec l 'aide de tous ceux qui de bonne volonté pourront nous permettre de remonter les informations parce que je l 'ai peut -être dit en pré -en -lue mais tu l 'as dit très bien on a vécu une bascule avec cette dizaine de villes qui est passée à la France Insoumise mais s 'il y a une bascule dans ce sens il faut que nos familles sachent qu 'on les abandonne pas et une bascule aussi est possible à l 'inverse pour qu 'on puisse rétablir du bon sens et une gestion raisonnée dans ces communes alors cet observatoire bien sûr c 'est une mission de responsabilité et d 'un point de vue très pratique et bien la méthode on va travailler avec l 'ensemble des bénévoles des équipes des moyens qui seront mis à disposition sur l 'ensemble des sources officielles alors ça veut dire quoi ça veut dire concrètement et bien regarder les délibérations, analyser l 'actualité regarder un peu ce qui se passe dans l 'ensemble des villes très bêtement ce matin je sais pas comment vous informer moi ce matin de bonheur je commençais à scroller sur mon téléphone et j 'ai regardé les premières décisions, après le désarmement de la police municipale pour ne pas citer que le maire de Saint -Denis j 'ai vu que maintenant il fait des arrêtés anti expulsions à la fin de la trêve hivernale alors sur le papier c 'est beau, je veux dire qu 'on fait pas l 'expulsion dans les logements mais de manière pratique si on dit ça ça a des conséquences sur le quotidien ça veut dire que eh bien on ne peut pas entretenir le patrimoine ça veut dire que on n 'accompagne pas les familles non plus on laisse s 'installer un sentiment d 'impunité dans le logement parce que finalement pourquoi je peux vraiment louer puisque 'il se loue à côté finalement il peut ne pas le payer. Alors qu 'aujourd 'hui des dispositifs d 'accompagnement existent concrètement pour les familles qui sont en difficulté. Ça existe, il y a énormément de dispositifs qui existent dans le social et aussi derrière si on est dans le logement privé, il y en a qui existent pour les bailleurs privés et c 'est une famille qu 'on met en difficulté. Il y a quelques jours j 'avais une dame qui se retrouvait avec des squatteurs et qui voulait mettre fin à ses jours parce que 30 000, 50 000 euros de perdu, voilà quand vous avez un squatteur vous n 'avez pas les moyens de pouvoir mettre un terme à ça au bout de plusieurs années de procédure et que vous ne voyez pas arriver. Donc ces mesures proposées d 'agratitude, tout ça sans penser aux conséquences derrière, mettre en place donc c 'est une analyse de toutes ces sources officielles et ce qui permettra demain de créer une prise de conscience aussi de nos familles parce que quand on aime les gens on leur dit la vérité. On leur dit la vérité sur ce que c 'est le quotidien, sur les politiques publiques qu 'on doit mener. Donc tout cet observateur et le travail qui sera remonté sur ces délibérations, sur ces prises de parole, sur toutes les interpellations, sur les réseaux sociaux, ça nous

permettra de remonter ces infos et aussi de produire une documentation, de l'analyser et de produire des documentations au service des élus, des citoyens pour sensibiliser et aussi assurer la bascule demain. Alors concrètement beaucoup de travail avec les relais de terrain, il y aura bien évidemment cette semaine déjà on assure le lancement aujourd'hui ici à Villeux-Saint-Georges, c'est symbolique et c'est important je crois parce que c'est un message qui veut dire que si chez nous on a réussi à le faire sur une ville populaire, nous pensait que finalement les territoires populaires ne sont dédiés qu'à la France atomiste, non, les familles ici des territoires populaires sont des gens de bon sens, nous sommes des gens de bon sens, on veut vivre bien comme partout ailleurs. Donc ça nous permet de se lancer ici, c'est particulièrement symbolique. Donc il va y avoir, donc je crois qu'en plus au moment où on se part, on aura le lancement sur Twitter, enfin X, non, je vais encore rester à l'école d'avant, [www.obs.lfi](#) et ensuite on aura aussi l'Instagram qui sera lancé au moment où on se parle, [www.observatoire.lfi](#) qui seront des lieux aussi qui nous permettront de documenter, d'échanger, de recevoir les messages et en retour de lancer les informations, les alertes pour que ça puisse fonctionner. Dans les semaines à venir, bien évidemment, toute la veille va continuer, enfin à partir d'aujourd'hui dans les semaines à venir, la veille va continuer de se déployer, donc cette veille, c'est une veille de tout un chacun, moi j'ai déjà des élus qui m'ont sollicité, qui m'ont dit ça m'intéresse, on veut travailler, on a des choses à dire et pour documenter le quotidien, documenter la vie de l' élu, documenter la vie de citoyen, c'est fondamental pour qu'on puisse travailler en bonne intelligence et puis aussi apporter du soutien en retour. Et puis derrière, il nous faudra déployer ces réseaux de relais dans chacune des villes et structurer plus ces réseaux d'accompagnants, de citoyens qui veulent travailler, je crois, à assurer cette vraie prise de conscience. On ne doit pas se résigner, on ne doit pas se résigner que nous ne sommes absolument pas des cobayes. Les familles ne sont pas des cobayes, je crois que c'est le terme, nous ne sommes pas des cobayes pour subir éternellement les gestions d'extrême gauche qui sont absolument mortifères pour nos territoires. Je crois que j'ai dit l'essentiel. À

moins que Carole, tu souhaites dire un petit mot peut-être ? Si, Carole, parce que Carole, tu peux te dire ce que tu faisais d'ailleurs avant que

nous ne soient sénatrices. Alors avant d'être sénatrice, j'ai été maire d'une ville voisine qui est ici en brie et surtout, je suis celle qui a connu Louis Boyard à ses débuts puisque je l'ai côtoyé quand j'étais vice-présidente à la région en charge des lycées. Et le premier lycée où on avait fait des promesses électorales fortes quand on est arrivé à la région avec Valérie Pécresse, c'était le lycée de Ville-L'Able-Roi qui était laissé dans un état extraordinairement délabré et on s'y est tout de suite attaqué et aujourd'hui d'ailleurs vous pouvez voir les résultats. Sauf qu'on a eu en face de nous quelqu'un qui a tout fait pour que ce lycée ne soit jamais réhabilité. Et sur l'ensemble de la politique des près de 500 lycées franciliens qui étaient dans un triste état et alors que nous travaillons pour la jeunesse francilienne et bien nous avons toujours eu Louis Boyard qui par contre n'a eu de cesse que de se faire soulever des mouvements protestataires dans les lycées et qui ont créé de nombreuses dégradations. C'est pour ça que sur ce sujet, moi je serais toujours présente que cet observatoire est une nécessité et ce que nous avons vu monter dans notre pays depuis longtemps et nous butons efficacement et en ayant la confiance de nos concitoyens et bien grâce à cet observatoire on va répondre aux Français qui ont peut-être découvert pleinement à travers ces images extrêmement choquantes où on s'en est pris à des mères sortant où on les a humiliés il faut cette réponse à travers l'Observatoire de l'immigration et nous serons là avec Christelle, avec Bruno Rotailleau pour effectivement faire en sorte qu'au quotidien on ne laisse pas du tout avancer et les filles ça se combat parce qu'effectivement nos populations au quotidien sont derrière nous et quand elles comprennent, elles militent et quand elles militent, on regagne le cœur des Français et elles les ont fait vivre l'esprit républicain de notre pays autour de nos mères.

Quelqu'un avait le bel doigt sur le petit ? Allez -y ! On va vous amener un micro pour que votre voix à la question puisse s'entendre.

Bonjour monsieur Rotailleau, le garde -vécu pour TFL TV déjà j'ai une première question sur l'Observatoire pourquoi ciblé spécifiquement l'Égypte dirigé par la France Insoumise et pas par exemple d'autres villes ou des territoires pour exister ? J'ai aussi une deuxième question vous en parliez lors de votre conférence de presse vous avez parlé de Rima Sane députée européenne a été placée hier au garde -vécu pour Apologie au terrorisme on a pris le sujet en juillet prochain qu'est-ce que vous dites ce matin ? Enfin, il est député. Merci beaucoup.

Je vous l'ai dit c'est la première fois sous la Ve République que nous avons un mouvement politique, un parti politique avec un grand groupe d'ailleurs parlementaire qui est un parti sédiçu qui revendique la violence c'est inédit la jeune garde dissoute un mort et un parti qui cherche à justifier l'inacceptable c'est absolument inédit encore une fois ce n'est pas une dérive puisque la jeune garde, M. Mélenchon il y a un an avait eu cette expression un mouvement allié et lié donc une revendication totale c'est absolument inédit cette théorisation de la brutalisation de la conflictualisation bref de la violence on ne peut pas laisser passer ça le communautarisme, le racialisme l'antisémitisme accepté j'ai cité les propos notamment du leader Maximo pour les noms à qu'on s'en dure et j'aurais pu citer au moment de l'élection européenne l'affiche de Cyril Hanouna présentée sous les traits du vif éternel de Bols c'est fort de café quand même non ? le racialisme le communautarisme c'est à dire essayer de draguer les votes de telle ou telle confessionnelle en France donc c'est absolument inédit c'est un danger extrême et ça nécessite justement des dispositions mais très franchement je m'étonne de la complaisance du microcosme politico-militaire vis à vis de l'extrême gauche en France on sait tout ce qui vient de gauche ou de l'extrême gauche bénéficie finalement d'une indulgence une sorte d'excuse qui n'est pas une excuse de minorité mais une excuse politique moi je n'excuse rien et tout il est hors de question de laisser faire les filles dans nos communes de France hors de question d'autant que ce parti veut conquérir le pouvoir suprême avec ces méthodes là non ça ne passera pas Réma Sane enfin j'ai sans doute été un des ministres de l'intérieur qui a saisi le plus la justice à travers les articles 40 contre ces propos là elle est impliquée sur un chef comme on disait autrefois avec une passion d'apologie du terrorisme souvenez-vous que c'est le groupe parlementaire et les filles des Insoumis qui avait déposé une proposition de loi à l'Assemblée nationale pour abolir le délit d'apologie de terrorisme abolir l'apologie de terrorisme, permettre dans l'expression publique finalement de soutenir, d'exalter le terrorisme quand je parlais tout à l'heure de la violence le terrorisme c'est la terreur c'est la racine sémantique étymologique ça c'est l'extrême violence extrême violence dans les faits qui s'exerce sur des victimes innocentes, c'est ça le terrorisme apologie de terrorisme donc enfin elle est démasquée il revient maintenant à la justice de dire son verre -lite, mais elle doit répondre aux ces actes. Elle doit répondre aux ces actes. Et en plus stupéfiant. Et ces gens -là veulent nous faire la leçon. Je l'ai dit comme ministre de l'Intérieur, je le revendique. Il n'y a pas un pétard, un gramme de coke, ou si j'ai bien compris, de drogue de synthèse, qui ne soit pas entaché de sang. L'économie de la drogue, c'est l'économie du crime. Ce sont des enfants soldats, et ce sont des enfants victimes. 14, 15 ans, 16 ans. J'ai vu ces images, je me souviens, d'un enfant, d'un adolescent de 15 ans à Marseille. Il ardaît d'une cinquantaine de coups de couteau, et achevait en le brûlant rif. Et l'ancor, ça n'est pas un cas isolé, puisqu'il y a un an, ou un peu plus d'un an, c'était monsieur Andy Kerbrath, autre député, pris dans un trafic, l'ancor de stupéfiant, payé avec l'argent du contribuable de l'Assemblée nationale. Alors tout ça s'oublie très bien. Et on passe à autre chose. Bah non. Moi je n'oublierai rien, je n'excuse rien, je ne laisserai rien passer, et je ne banalise pas.

Bonjour monsieur Rassélot, Thomas Libret pour RTL. Je remonte sur la question de mon collègue. Il

vous demandait en plus que sorties d'autres parties, comme par exemple l'Assemblée nationale, pour référer de bons logins d'un observatoire. Est-ce que par ailleurs vous condamnez, vous parliez tout à l'heure des frontons des mairies, les maires et reines qui aujourd'hui décident de retirer les narcos européens sur leurs façades de mairie. Est-ce que vous condamnez quand vous condamnez d'autres pratiques de maires et reines

? Attendez. Là, juste dans votre question, il y a la violence et il y a l'affaire des drapeaux. Ce n'est pas la même chose. Pas la même chose. Là encore, c'est une façon curieuse, si j'ose dire, de mettre en parallèle ce qui ne doit pas être sur le même plan. Mais moi, je pense que quand on démerde une commune, on émerde tous ses administrés. Et moi, retirer le drapeau européen, et pourtant vous voyez, je viens du souverainisme, mais retirer le drapeau européen du fronton des mairies, je trouve que c'est une forme d'appropriation symbolique, politique, qui n'a pas lieu d'être. Très clairement. Et je dis simplement que si les choses parfois vont mal en France, c'est d'abord à cause de nous. Ce n'est pas Bruxelles qui a causé la dette pharaonique française. Ce n'est pas à Bruxelles qu'on doit que l'insécurité se soit développée, etc. Voilà. Donc, j'essaie d'être juste. On peut, sur l'Europe, souhaiter qu'elle change de logiciel. C'est mon cas. J'espère que demain, il y aura moins réglementation, plus innovation. J'espère que demain, on sera capables de mieux se protéger. Tous les grands pays aujourd'hui se protègent mieux contre des concurrents qui sont souvent déloyables, sauvages. On ne peut pas à la fois vouloir chez nous un très haut standard, notamment de protection de l'environnement, pour la santé ou au niveau social, et laisser passer des produits sans quasiment les taxer, ou très peu, qui ne respectent ni ces standards en matière de santé publique, ni ces standards en matière d'environnement, ni ces standards en matière sociale. Ça, c'est normal. C'est la discussion sur l'Europe. Mais qui ne peut pas voir aujourd'hui, dans un monde menaçant, dans une mondialisation qui s'est fracturée, parcellisée, qui se reconfigure par plaque continentale, que dans le monde dangereux dans lequel nous vivons, ces menaces ne doivent pas appeler aussi notre propre réponse continentale. Et c'est l'Europe pour nous.

J'aimerais vous demander si l'Observatoire va être attentif au rapport qu'entretient la presse et la France Insoumise, et notamment les médias considérés par la France Insoumise comme d'extrême droite, et je veux dire par là les deux excursions que notre équipe a suivies la semaine dernière à deux conseils ministres de l'IFI, Roubaix et Lacourneuve.

L'Observatoire est là pour confronter les décisions pour les décisions, c'est-à-dire les pratiques, les méthodes vis-à-vis des textes. Si des journalistes, quels qu'ils soient, font l'objet d'oppressions, bien nous dénonçons bien sûr. D'ailleurs j'observe que dans les conférences de presse de M. Mélenchon, il y a moins en moins de journalistes et de très d'ailleurs dans lesquels il donne l'autorisation de l'interroger. Une curieuse conception, mais aussi de l'expression et de l'information.

Bonjour, Tom Novak pour Libération. Comme le comité de déontologie du CNA dans la CSI, suite à la planque qui a été portée contre Tchili Mélian pour menace de mort, cette entreprise de lancement de l'Observatoire, est-ce qu'elle ne semble pas un peu contradictoire par rapport aux héros des partis ?

Qu'est-ce que vous voulez dire par là ? Précisez votre question.

Disons que il semblerait que magnifiquement il y ait été une urgence du côté des anciens maires ailleurs.

Écoutez, chacun doit répondre aux ces actes. Nous nous trouvons là, devant une situation politique, qui est, je le disais, totalement nouvelle, totalement inédite. Et nous voulons nous concentrer sur des pratiques, sur des méthodes, qui sont des méthodes qui sont souvent anti-républicaines et anti

-démocratiques. Votre question supposerait que si telle ou telle est commise, telle ou telle faute, il ne faudrait pas avoir les autres fautes politiques souvent aussi graves ou plus graves. Non. Notre attitude est très simple. Elle visera en fonction du droit français. Moi, j'appelle aussi, puisque cet observatoire va fonctionner avec les bénévoles, j'appelle vraiment, notamment toutes les bonnes volontés de ces villes, mais à l'extérieur de ces villes, notamment des juristes, à venir rejoindre notre observatoire pour qu'on puisse déplier notamment les délibérations, etc. Il y a une intelligence artificielle, mais ça ne suffit pas. Et je fais aussi cet appel, comme on dirait, aux bonnes volontés. Mais je n'excuse rien du tout, a priori. Simplement, si votre question c'est de dire, finalement quelqu'un pourrait être, parce qu'il y a la saisine du comité de déontologie du Sénat, est-ce qu'il ne faudrait pas excuser ce qui se passe de grave ailleurs ? Non. Je n'excuse rien du tout. Absolument rien. Chacun répond de ses actes, individuellement. Mais là, on se trouve devant une situation politique. Cette situation politique repose sur une stratégie, sur une théorie, totalement réfléchie, totalement insubmissible, qui est insupportable. Donc nous sommes là. Il y a de la complaisance. Mais nous, nous serons vigilants. Mais il y aura de la vigilance.

Vous avez ici cet observatoire sur les municipalités à la fille, vous nous laissez un client passer. On voit une stratégie politique assumée. Est-ce que c'est une stratégie politique qui peut vous avoir gagné en 2027 ? En tout cas, vous avez été à vous impôter. Est-ce que c'est aujourd'hui la préoccupation des Français ?

Non, ça n'entre pas dans ce champ-là. Celles et ceux qui me connaissent savent que j'ai des convictions qui sont assumées, que je ne les ai jamais cachées. Et j'ai connu moi Jean-Luc Mélenchon au Sénat, puisque la préoccupation portait sur notamment le Sénat. Et j'ai connu à l'époque un républicain qui était sourcilieux. Et aujourd'hui, il est l'allié des plus antirépublicains. Donc non, ma ligne n'a pas changé. La situation est grave et elle est dangereuse. C'est inédit depuis la Ve République qu'on en soit là. Avec un parti qui a pignon sur rue, qui a un grand groupe et qui frontalement revendique la violence, revendique le communautarisme. Inédit. Donc peu m'importe si j'ose dire, comment dirais-je, de cette lutte qui pour moi est importante, parce que c'est la lutte pour notre démocratie, c'est la lutte pour la France, c'est la lutte pour la République, peu m'importe des conséquences ou des non. sur l'élection présidentielle, je pense que ceux qui aiment la France, la République et la démocratie doivent se lever. On ne peut pas supporter. On ne peut pas supporter. Donc voilà, vous avez répondu, ça sont très clairs, ça n'entre pas dans une stratégie présidentielle. Ça fait longtemps que je me bats, ça fait des déclarations bien avant que j'ai moi-même présenté ma candidature, que vous retrouverez et qui sont en ligne avec ce que je vous dis aujourd'hui. Je n'ai pas changé d'avis.

Bonjour Monsieur le Président, je vous remercie d'être venu pour ces news. Si je vous comprends bien, cet observatoire sera à la fois un outil de documentation, un outil d'alerte, et précisé aussi un lieu d'action juridique. Est-ce que vous pouvez donner davantage d'éléments concrètement ? Quelle sera cette traduction juridique ? Est-ce que par exemple, d'aventures, d'autres cas comme on a vu à Chavons-sur-Sonde se reproduisaient, est-ce qu'il y aura une action juridique qui sera soutenue par cette extra-votre journaliste

? Bien sûr, j'ai passé la parole à l'estelle aussi, mais l'idée c'est de nourrir, à travers des documents administratifs, à travers les déclarations, à travers les méthodes et les pratiques, de nourrir des preuves. Et quand on aura documenté ces preuves, elles seront soit à la disposition de citoyens, d'associations ou d'élus, pour qu'il y ait des actions juridiques, ou soit nous-mêmes pour en engager un certain nombre d'actions pour ne rien laisser passer. Et évidemment que si demain par exemple, on constate un acte administratif, il y a un comportement qui contraire à la loi, évidemment que la justice sera saisie.

Christelle : Merci beaucoup Renaud. Peut-être effectivement pour compléter, répondre à votre question, c'est un formidable outil de veille et pour nourrir tous les actes juridiques, parce que c'est vrai que partout sur ces territoires, on a les oppositions qui ont besoin de saisir la justice. Donc à partir du moment, il faut aussi avoir tous les leviers techniques, et quand on est en opposition, on n'a pas forcément tous les moyens, toutes les connaissances, ça permet de se nourrir, d'échanger, ça permet d'étoffer, on va dire, un réseau de gens qui ont ce regard, ou parfois techniques, ou citoyens, des réseaux d'alerte, mais aussi des réseaux de compétences qui nous permettent d'agir plus efficacement. Et bien évidemment avec la remontée d'informations, ça a été très préventivement dissuadé, mais on réfléchit déjà à travailler avec un outil d'intelligence artificielle pour réaliser une analyse qui permet de documenter en plus toutes les délibérations, les sites, les différents moyens, toutes les publications qui sont réalisées, parce qu'aujourd'hui, les principaux moyens de communication sont les réseaux, les sites internet, les collectivités, donc ça nous permettra aussi d'extraire ces informations plus rapidement pour procéder à l'analyse et faire quelque chose qui soit explicable, parce que l'objectif, encore une fois, est de ne pas laisser passer d'informer, d'alerter, et pour à terme toute la partie sensibilisation, et puis aussi assurer la bascule dans quelques temps. C'est

ça rendu une régularité ?

Christelle : Alors, on réfléchit encore sur la régularité des publications, je pense qu'elle dépendra aussi de... Est-ce qu'ils sont proliques ou non, faire des publications ou des actes qui peuvent rendre les choses, qui nous questionneraient. Bien évidemment, elles ont vocation à être rendues publiques, l'idée c'est quand même de recenser d'abord que ça ne devienne pas un lieu, comme on peut le voir, sur les réseaux sociaux, où on fustige, on s'apparte vraiment dans les directions qui ne sont pas les bonnes. L'idée c'est d'agréger l'ensemble des informations, et qu'ont-elles effectivement matière à aller, à contrevenir au bon sens, au respect de la République, des valeurs, du cadre juridique, ou simplement qui vont contre les principes républicains, à être documentés, puis on ne va pas faire de la matière aussi, pour vous qui, dans ce métier, d'expliquer à la population ce qui se passe sur cet territoire.

Monsieur Rafael O'Ferreirault, peut-être une réaction simplement aux propos de votre présidente, de ses servants, de la France, de la France, de Paris, il y a-t-il vouloir justifier tous ces défensements comme une des plus d'initiative, qui ont imaginé faire connaître l'histoire et qui rappelait, selon lui, l'attachement de plusieurs républicains à cette mission.

Je suis toujours assez précautionneux, je ne me précipite pas sur les déclarations de mon successeur. Et je m'efforce toujours de ne pas commenter ses observations ou son action, tout simplement parce que je sais que la charge du ministère de l'Intérieur est une lourde charge et elle est difficile, et donc je ne veux pas entraver en quoi que ce soit son action. Je pense que ce que l'on attend d'un ministre de l'Intérieur, qui est ministre de l'Intérieur, mais qui est aussi ministre des cultes, c'est qu'il garantisse précisément le libre exercice des différentes confessions en France, qu'il garantisse la protection de tous les cultes, de tous sans exception, sans exception, mais certainement pas qu'il fasse la promotion de tel culte. Prenons un peu de hauteur et essayons d'imaginer une déclaration de votre serviteur qui serait ministre de l'Intérieur, qui aurait dit, qui aurait déclaré vouloir mieux faire connaître, par exemple, le christianisme ou le catholicisme. Belle polémique. Je pense que ça n'est pas le rôle de l'État. Protéger les cultes, favoriser la liberté de conscience, favoriser et permettre à chaque concitoyen d'exercer les cultes qu'il a choisis, ça c'est le rôle de la République et c'est le rôle du ministre des cultes. Mais une déclaration dans une mosquée pour promouvoir, en tout cas, mieux faire connaître une religion, je pense que ça n'est pas ce que doit faire un ministre de l'Intérieur. Je ne le pense pas. Voilà.

La question de venir, les 10 prochains, un rassemblement contre le racisme, dénonce des propos racistes, nous en sommes en train de soutenir. Je veux savoir ce que vous pensez de ce rassemblement et s'il y aurait de représentants de Valère.

Il n'y aura pas de représentants de Valère. Une des pratiques de LFI, c'est l'inversion des valeurs. On l'a vu à Lyon d'ailleurs. Un jeune homme meurt et devient responsable. Et ceux qui sont les bourreaux deviennent des victimes. On met des cibles dans le dos des policiers, des gens d'armes. La police ou la gendarmerie tue. Non. La police protège en citoyen. Et des milliers de policiers, de gendarmes qui sont blessés tous les ans. Ils ont des familles, ils quittent leur foyer, leurs demi-cibles le matin. Et ces familles-là, leurs enfants, leurs conjoints, ne savent pas si le soir ils retrouveront leur père, leur mère, leurs conjoints, leurs conjoints avec leur intégrité physique. Même chose pour ce qui concerne le fascisme. LFI a des méthodes fascistes avec lesquelles elle prétend combattre le fascisme. C'est extraordinaire. Des méthodes fascistes pour combattre, pour être anti-fasciste. Même chose sur le racisme. On insiste sur le racialisme, on définit, on essentialise les gens. Et pour moi, c'est précisément du racisme. Donc ne soyons pas dupes. Pour eux, il faut dénoncer le racisme quand ça nous arrange et s'en servir quand ça peut être utile, y compris avec l'antisémitisme. Pour moi, aucun racisme n'est justifiable. Aucun. Je ne sais pas si Madame Le Maire peut conclure, peut-être qu'elle n'est pas la parole parce qu'elle est chez elle.

Christelle : Écoutez, il me reste simplement à vous remercier de nouveau. Merci à toi Bruno de m'avoir confié cette mission et je vais tâcher d'y répondre au mieux. De faire en sorte que cet observatoire vive bien et qu'il soit nourri du mieux possible et qu'on puisse assurer bien ce travail de veille et de sensibilisation le plus efficacement possible. Merci à toi, merci à chacun d'entre vous d'être présents et merci à tous.

(Résumé automatique impossible : Aucun modèle disponible pour l'instant (tous épuisés ou en panne)).

Groq : indispo ~16min

SambaNova : occupé 5s

Mistral : occupé 5s

Cloudflare · texte intégral ci-dessus)